



Déclaration du comité national de l'Association d'amitié franco-coréenne sur l'évolution des relations inter-coréennes

Le 15 janvier 2024, le dirigeant de la République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord) a déclaré que la Corée du Nord et la Corée du Sud étaient désormais deux États hostiles en situation de belligérance, et non les deux parties d'un pays divisé mais dont les habitants appartiennent à une même nation et à un même peuple, tout en imputant cette situation à une Corée du Sud décrite comme inféodée à une puissance étrangère, en l'occurrence les États-Unis d'Amérique.

De fait, les Corée du Nord et du Sud sont « techniquement » en guerre depuis l'armistice du 27 juillet 1953, lequel n'est qu'un cessez-le-feu le long de la ligne de front. En revanche, les annonces de la dissolution des organisations de RPDC traitant des relations inter-coréennes et de la révision de la constitution de la RPDC pour remettre en cause les références à une seule nation, ainsi que l'affirmation que la République de Corée (du Sud) est « *l'ennemi principal* » de la RPDC, peuvent inquiéter ceux qui à travers le monde, à l'instar de l'Association d'amitié franco-coréenne, soutiennent le dialogue inter-coréen qui a abouti aux historiques déclarations Nord-Sud des 15 juin 2000, 4 octobre 2007, 27 avril 2018 et 19 septembre 2018.

Sur un plan plus symbolique, la destruction du Monument aux Trois Chartes pour la réunification de la Corée, édifié en 2001 à Pyongyang à l'entrée de la route menant en Corée du Sud, touche particulièrement l'Association d'amitié franco-coréenne qui a choisi de faire figurer sur son logo ce monument représentant deux femmes, une du Nord et une du Sud, se tendant les bras.

Les « Trois Chartes » qui guidaient jusqu'à une période récente la politique inter-coréenne de la RPDC sont les trois principes de la réunification de la Corée, le projet de fondation de la République fédérale démocratique du Koryo et le programme en dix points pour une grande union de la nation coréenne. S'agissant des trois principes de la réunification de la Corée, ils ont été définis dès 1972 lors de rencontres entre officiels du Nord et du Sud : une réunification de la Corée en toute indépendance sans recours aux forces extérieures, ni ingérence étrangère ; une grande union nationale transcendant les différences d'idéologie, d'idéal et de régime ; une réunification pacifique, excluant tout recours à la force des armes. Ainsi, au plus fort de la guerre froide, alors que les tensions entre les deux parties de la Corée divisée étaient déjà très élevées, des perspectives d'avenir ont quand même pu être tracées dans l'intérêt de tous les Coréens, du Nord, du Sud et d'outre-mer.

Après 2022, les exercices militaires conjoints de la Corée du Sud et des États-Unis ont atteint une ampleur sans précédent et ont mobilisé, entre autres, porte-avions, sous-marins et bombardiers embarquant des bombes nucléaires. Ces exercices visent ouvertement la RPDC, et les préoccupations sécuritaires de cette dernière peuvent se comprendre, comme est compréhensible son refus de traiter avec un partenaire, fût-il du même peuple, prônant sa destruction et une réunification « par absorption ». Mais tout aussi compréhensible est l'engagement de femmes et d'hommes pour que prenne fin, dans l'indépendance et dans la paix, une division injuste imposée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale à un pays héritier d'une civilisation pluri-millénaire. Les gouvernements passent, le peuple coréen reste.

Cette réunification de la Corée, indépendante, pacifique et transcendant les différences, apparaît aujourd'hui comme une perspective plus lointaine que jamais, mais elle reste un objectif souhaitable vers lequel doivent converger les efforts de toutes les personnes de bonne volonté. Il est aussi souhaitable que le dialogue inter-coréen se poursuive pour atténuer les tensions dans un des principaux « points chauds » du monde où se font face des armées équipées des moyens les plus destructeurs, car une nouvelle guerre en Corée affecterait le monde entier.

L'Association d'amitié franco-coréenne prendra toute sa part pour que vivent le dialogue inter-coréen et la possibilité d'une réunification en Corée. Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer.

Paris, le 3 février 2024